

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-guerre-du-Ducistan-en-Syrie-est-une-guerre-d-accords-non-de-balles>

La guerre du « Ducistan » en Syrie, est une guerre d'accords, non de balles.

- Empire et Résistance - Afrique et Monde Arabo-Musulman -

Date de mise en ligne : mardi 14 août 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Dans les profondeurs du « Volcan de Damas » et de la « Bataille d' Aleph », les plaques tectoniques du jeu d'échecs de l'énergie mondiale continuent de retentir. Au-delà de la tragédie et de la douleur de la guerre civile, la Syrie est aussi l'oblet du tour de passe-passe appelé « *Ducistan* » [1].

Il y a plus d'un an, l'Iran, l'Irak et la Syrie, sont parvenus à un [accord](#) pour 10 000 millions de dollars, partie du « *Ducistan* », selon lequel en 2016 un gazoduc sera construit depuis le gisement gigantesque de « [South Pars](#) » en Iran [2], en traversant l'Irak et la Syrie, avec une possible extension vers le Liban. A la clef, le marché d'exportation vers l'Europe.

Pendant les 12 derniers mois, avec la Syrie précipitée dans une guerre civile, on n'a pas parlé du gazoduc. Jusqu'à présent. La paranoïa suprême de l'Union Européenne est de devenir l'otage de la russe *Gazprom*. Le gazoduc Iran-Irak-Syrie serait essentiel pour diversifier l'approvisionnement en énergie de l'Europe, en les écartant de la Russie.

La chose est encore plus compliquée. Il se trouve que la Turquie est le deuxième client de *Gazprom*. Toute l'architecture de la sécurité énergétique de la Turquie dépend du gaz de la Russie et de l'Iran. La Turquie rêve de se convertir en une nouvelle Chine, dessinant l' Anatolie comme le carrefour le plus stratégique du « *Ducistan* » pour l'exportation de pétrole et de gaz russe, de la Caspienne et l'Asie centrale, de l'Irak et de l'Iran.

S'il s'agit de laisser de côté Ankara dans ce jeu-là, alors de graves problèmes surviennent. Pratiquement jusqu'à hier, Ankara conseillait à Damas de mener à bien une réforme du régime, et rapidement. La Turquie ne désirait pas le chaos en Syrie. Maintenant la Turquie nourrit le chaos en Syrie. Examinons l'un des motifs possibles cruciaux.

Je suis allé au carrefour

La Syrie n'est pas un producteur important de pétrole ; ses réserves s'épuisent. Cependant, jusqu'à l'explosion de la guerre civile, Damas obtenait 4 000 millions de dollars par an des ventes du pétrole, une somme non négligeable, un tiers du budget gouvernemental.

La Syrie est beaucoup plus importante comme [carrefour énergétique](#), comme la Turquie, mais à une échelle moindre. Le point essentiel est que la Turquie a besoin de la Syrie pour sa stratégie énergétique.

Le jeu de la Syrie dans le « *Ducistan* » inclut le Gazoduc Arabe (*Arab Gas Pipeline* - AGP) de l'Égypte à Tripoli (au Liban) et [le [Kirkuk-Baniyas](#). Ndlt] celui de l'*Iraq Petroleum Company* (IPC) de Kirkuk, en Irak, à Baniyas [en Syrie], paralysé depuis l'invasion US de 2003.

La pièce maîtresse de la stratégie énergétique syrienne est la « *Stratégie des quatre mers* » [[Fours seas strategy](#)], un concept introduit par Bashar el-Asad au début de 2011, deux mois avant du début du soulèvement. C'est comme un mini tour de passe-passe turc, un réseau énergétique qui lie la Méditerranée, la Mer Caspienne, la Mer Noire et le Golfe Persique.

Damas et Ankara se sont rapidement mis à l'oeuvre en intégrant leurs réseaux de gaz, en les liant avec l'AGP et,

principalement, en planifiant le développement de l'AGP d'Aleph à Kilis en Turquie ; ce qui pourrait être lié par la suite avec l'[opéra permanent](#) du « *Ducistan* », Nabucco, assumant que cette volumineuse dame [Nabucco] arrive à chanter un jour (quelque chose qui est loin d'être certain).

Damas aussi se préparait à faire un pas en avant avec l'IPC ; à la fin de 2010, il a signé un projet d'accord avec Bagdad pour construire un gazoduc et deux oléoducs. Le marché visé, encore une fois : l'Europe.

Et tout à coup les portes de l'enfer se sont ouvertes. Même avant que ne commence le soulèvement, on est parvenu à l'accord du « *Ducistan* » Iran-Irak-Syrie pour 10 000 millions de dollars. S'il se réalise, il y a un risque donc pour ceux qui le rejettent.

Aïe !, Voilà le problème. Ce lui qu'on appelle parfois le « *Gazoduc Islamique* » passe à côté de la Turquie.

Reste à voir si cette stratégie complexe du « *Ducistan* » peut être considérée comme un *casus belli* pour que la Turquie et l'OTAN tentent tout pour détruire el-Assad ; mais il faut rappeler que la stratégie de Washington dans le sud-ouest de l'Asie depuis le gouvernement de Clinton a été de mettre de côté, d'isoler et de nuire à l'Iran par tous les moyens.

Des relations dangereuses

Damas utilisait certainement une stratégie très complexe à deux voies, en se liant en même temps avec la Turquie (et le Kurdistan irakien) mais aussi en esquivant la Turquie et en incorporant l'Iran.

Avec la Syrie plongée dans la guerre civile, aucun investisseur n'arriverait à rêver du jeu du « *Ducistan* ». Cependant, dans un scénario post el-Assad toutes les possibilités sont ouvertes. Tout dépendra de la relation future entre Damas et Ankara, et Damas et Bagdad.

En tout cas le pétrole et le gaz auront à provenir de l'Irak (en plus de plus de gaz de l'Iran) ; mais le destin final du « *Ducistan* » syrien pourrait être la Turquie, le Liban et même la Syrie même, en exportant directement en Europe depuis la Méditerranée Orientale.

Ankara parie certainement sur un gouvernement post el-Assad dirigé par les sunnites, pas très différent de l'*Adalet ve Kalkınma Partisi* AKP [3]. La Turquie a déjà arrêté la prospection conjointe du pétrole avec la Syrie et est sur le point de suspendre toutes les relations commerciales.

Les relations entre la Syrie et l'Irak impliquent deux courants séparés qui sont deux mondes distincts : l'un avec Bagdad et l'autre avec le Kurdistan irakien.

Imaginez un gouvernement syrien du CNS-ALS [Conseil national syrien-Armée syrienne libre] ; il serait certainement antagonique avec Bagdad, surtout en termes sectaires ; de plus, le gouvernement à majorité chiite d'al-Maliki a de bonnes relations stratégiques avec Téhéran, et récemment aussi avec Assad.

Les [montagnes alaouites](#) dominent les routes du « *Ducistan* » syrien vers les ports de la Méditerranée Orientale de Banyas, de Latakia et de Tartus. Il y a aussi beaucoup de gaz en attendant qu'ils le découvrent après les succès récents à [Chypre et à Israël](#). En supposant que soit débarqué le régime d'Asad mais que commence une retraite stratégique vers les montagnes, les possibilités de sabotage des conduits de la part d'une guerrilla se multiplient.

Telles que les choses vont, personne ne sait sous quelle forme un Damas post el-Assad définira ses relations avec Ankara, Bagdad et le Kurdistan irakien, en plus de Téhéran. La Syrie, cependant continuera à participer au jeu du « *Ducistan* ».

L'énigme kurde

La plupart des réserves pétrolières de la Syrie sont dans le nord-est kurde, qui géographiquement se trouve entre l'Irak et la Turquie ; le reste est le long de l'Euphrate, vers le sud.

Les kurdes syriens représentent 9 % de la population, à peu près 1,6 million. Même s'ils ne constituent pas une minorité notable, les kurdes syriens considèrent déjà que , déjà quoi qu'il arrive dans un environnement post el-Assad, ils seront très bien positionnés pour le « *Ducistan* », offrant une route directe aux exportations du Kurdistan irakien, esquivant, en théorie, Bagdad et Ankara.

C'est comme si toute la région jouait à une « [loterie de contournement](#) ». De la même manière que le *Gazoduc Islamique* peut être interprété comme une route alternative pour la Turquie, un [accord direct](#) entre Ankara et le Kurdistan irakien pour deux oléoducs et des gazoducs de Kirkuk à Ceyhan peuvent être considérés comme une alternative pour Bagdad.

Bien sûr, Bagdad s'opposera en soulignant que ces réseaux manquent d'un cadre légal sans que le gouvernement central en ait une partie importante ; après tout il paie 95 % du budget du Kurdistan irakien.

Les kurdes en Syrie et en Irak ont maintenu un jeu rusé. En Syrie ils n'ont pas confiance en Assad ou en l'opposition du CNS. Le PYD - lié au PKK - repousse le CNS comme une marionnette de la Turquie. Et le *Conseil national séculier Kurde* (KNC) a peur des Frères Musulmans syriens.

Par conséquent la majorité absolue des kurdes syriens sont restés neutres ; aucun appui aux marionnettes turques (ou saoudiennes), tout le pouvoir pour la cause pan-kurde. Le leader du PYD a tout résumé ainsi : « *L'important est que nous les kurdes nous défendons notre existence* ».

Cela signifie essentiellement, plus d'autonomie. Et c'est exactement ce qu'ils ont obtenu dans l'accord signé à Erbil le 11 juillet, sous les auspices du président du Kurdistan irakien, Masoud Barzani ; l'administration conjointe du Kurdistan syrien de la part du PYD et le KNC. C'était la conséquence directe d'un retrait stratégique rusé du régime d'Assad.

Il n'est pas surprenant que [Ankara devienne fou](#), ne le préoccupe pas seulement que le PKK trouve refuge en Syrie, hébergé par ses cousins du PYD, mais aussi par deux petits États kurdes de fait, qui envoient un signe puissant aux kurdes d'Anatolie.

Ce que Ankara pourrait faire pour minimiser son cauchemar est d'aider discrètement les kurdes syriens économiquement - de l'aide à des investissements en infrastructure - à travers leurs bonnes relations avec le Kurdistan irakien.

Du point de vue d'Ankara, rien ne peut gêner le chemin vers son rêve de devenir le plus grand carrefour énergétique entre l'Est et l'Ouest. Cela implique une relation extrêmement complexe au moins avec neuf pays : La Russie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, l'Arménie, l'Iran, l'Irak, la Syrie, le Liban et l'Égypte.

En ce qui concerne le reste de monde arabe, on était sérieusement avancé dans les discussions, même avant le *Printemps Arabe*, autour d'un « *Ducistan* » arabe qui pourrait lier le Caire, Amman, Damas, le Beyrouth et Bagdad. Il contribuerait à unifier et à développer davantage un nouveau Moyen-Orient que tout « *processus de paix* », « *changement de régime* » ou soulèvement pacifique ou militarisé.

Dans cette équation délicate, maintenant revient le rêve d'un Grand Kurdistan. Et les kurdes ont un motif pour sourire : Washington semble les appuyer silencieusement, une alliance stratégique très cauteleuse.

Certes, les motifs de Washington ne sont pas précisément altruistes. Le Kurdistan irakien sous [Barzani](#) est un instrument très précieux pour que les Etats-Unis maintiennent une présence militaire en Irak. Le Pentagone ne l'admettra jamais officiellement, mais des plans avancés existent déjà sur une nouvelle base des Etats-Unis au Kurdistan irakien, ou pour le transfert au Kurdistan irakien de la base de l'OTAN d'[Incirlik](#).

C'est probablement l'un des plus fascinants scénarios secondaires du *Printemps Arabe* : les kurdes s'adaptant parfaitement au jeu de Washington dans tout l'arc du Caucase jusqu'au Golfe.

Beaucoup de dirigeants de Chevron et de BP doivent se réjouir face aux perspectives qu'ouvrent les triangulations d'un « *Ducistan* » Irak-Syrie-Turquie. Pendant ce temps, beaucoup de kurdes peuvent se réjouir face à la possibilité de ce que ce « *Ducistan* » ouvre les portes à un Grand Kurdistan.

[Al-Jazeera](#). Qatar, le 6 août 2012.

Traduit de l'anglais pour *El Correo* par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo](#). Paris, le 13 août 2012.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[1] **Duc** conduit, du latin *ducere* « conduire ») et **istan** « pays de ». dans ce cas Pays de ducs : Oleoduc, gazoduc ou aqueduc.Ndlr

[2] Note de El Correo : South Pars est le site d'exploitation de gaz naturel le plus important du monde. Le gaz iranien en provenance de ce gisement sera livré par un pipeline à la Turquie avant d'être vendu aux consommateurs européens. Le gazoduc, qui aura 1 850 km de longueur, reliera la ville d'Assalouyeh (sud) à la ville de Bazargan (près de la frontière avec la Turquie).

[3] L'AKP est le parti de Recep Tayyip Erdoğan, actuel Premier ministre. L'AKP est un parti de centre-droite, au pouvoir depuis 2002.